

# ARRÊTS SUR INFOS

## MONDE



REUTERS

### 1 INDE

## MENACES CONTRE LE PAKISTAN

Regain de tension au Cachemire. Après la mort de deux soldats indiens tués par les forces pakistanaises, dont l'un aurait été décapité, le ton monte à Delhi. Le chef d'état-major de l'armée indienne a ordonné aux unités déployées au Cachemire (où les conflits entre les deux pays sont récurrents depuis 1947) de se montrer « *agressives* » face aux provocations. C'est le plus grave incident depuis le cessez-le-feu signé entre les belligérants en 2003.

### 2 GRÈCE

## RAZZIA SUR LE BOIS DE CHAUFFAGE

Conséquence de la crise financière, la pauvreté pousse un nombre croissant de Grecs à couper des arbres dans les parcs et forêts publics pour se chauffer. En 2012, le ministère de l'Environnement a déposé plus de 3 000 plaintes et fait saisir quelque 13 000 lots de bois tiré d'abattages clandestins. Autour d'Athènes, des flancs de montagne entiers ont déjà été ravagés par les bûcherons de la misère.

### 3 CHINE

## PÉKIN ASPHYXIÉE



REUTERS

Lundi 14 janvier, la pollution dans la capitale chinoise a atteint le plus haut niveau jamais enregistré depuis que les autorités y mesurent la qualité de l'air. Un épais smog enveloppait la ville, qui a obligé les écoles à se claquemurer. Les services d'urgences ont été pris d'assaut par des patients souffrant de maladies respiratoires. Les usines, elles, ont été priées de réduire les cadences tandis que les chantiers ont été arrosés pour réduire la poussière.



### 4 ÉTATS-UNIS

## LE GROS EFFORT DE COCA-COLA

Pour la première fois de son existence, Coca-Cola a produit des spots télévisés qui mettent en garde contre l'obésité. Diffusés aux heures de grande écoute sur plusieurs chaînes américaines, ces messages vantent les sodas « *light* » du groupe et avertissent contre l'excès de calories. Cette campagne semble une réponse aux mises en cause aux États-Unis, notamment après que la ville de New York a envisagé de limiter la taille des boîtes et gobelets de sodas vendus dans le commerce.

### 5 CUBA

## OPÉRATION PORTE OUVERTE



ENRIQUE DE LOSA/REUTERS

Depuis cette semaine, une loi est entrée en vigueur qui autorise les citoyens cubains à voyager en dehors du pays. Cette disposition abolit une mesure imposée par le régime castriste peu de temps après la prise de pouvoir des *barbudos* à La Havane en 1959. Néanmoins, le texte ne s'applique ni aux sportifs de haut niveau ni aux Cubains « *hautement qualifiés* ». Adoptée en octobre dernier à l'instigation de Raúl Castro, la loi permet de quitter l'île jusqu'à vingt-quatre mois.

### 6 RUSSIE

## ALCOOL SOUS SURVEILLANCE



THOMAS PETER/REUTERS

Evgueni Bryun, un médecin expert du ministère russe de la Santé, a expliqué à ses compatriotes qui auraient trop arrosé le Nouvel An qu'ils allaient payer leurs excès pendant des semaines. « *Beaucoup de Russes vont mettre un mois à se remettre* », a-t-il expliqué, regrettant que trop d'entre eux aient passé les dix jours légaux de vacances à boire. Pour réduire la consommation, le gouvernement a interdit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la vente d'alcool entre 23 heures et 8 heures du matin. Quant aux kiosques, omniprésents sur les trottoirs des villes russes, ils n'ont plus le droit d'en vendre du tout.

## MONDOVISION



**PAKISTAN L'IMAM M. PROPRE**  
Accusé de corruption, le Premier ministre Raja Pervez Ashraf a été sommé de démissionner mardi 15 janvier par la Cour suprême du Pakistan. Cette décision est survenue alors que des dizaines de

milliers de manifestants bloquaient Islamabad au moyen d'un sit-in dans les artères de la ville. Organisé par le religieux soufi Tahir ul-Qadri, ce mouvement vise à débarrasser le pays de la corruption, mal endémique de la classe politique.

Revenu le mois dernier au pays après sept ans d'exil à Toronto, cet imam a fondé l'organisation La Voie du Coran, présente au Pakistan et dans les communautés immigrées, notamment pour condamner terrorisme et attentats suicides, qu'il

a dénoncés dans une fatwa en 2010. Tahir ul-Qadri a expliqué à ceux qui le suivent qu'ils occuperaient la capitale jusqu'à la dissolution du Parlement et des assemblées régionales, ouvrant la voie à des élections.